

SEANCE PUBLIQUE SENAT
AMENDEMENTS ADOPTES
6 JUILLET 2021

Article 1er

Amt n° 77	Mme COHEN (groupe CRCE)	Définition du harcèlement sexuel au travail
Amt n° 145 rect.	Mme ROSSIGNOL (groupe Socialiste, Écologiste et Républicain)	Définition du harcèlement sexuel au travail

Article 2 bis

Amt n° 223	Mme GRUNY (commission des affaires sociales)	Coordination Remplacement dans le code du travail de la notion de qualité de vie au travail par celle de la qualité de vie et des conditions de travail
Amt n° 208	Mme POUMIROL	

Article 3

Amt n° 224	Mme GRUNY (commission des affaires sociales)
------------	---

Article 4

Amt n° 160 rect. ter	Mme BILLON	Rôle des SPST dans la sensibilisation aux violences conjugales et sexuelles
-------------------------	------------	--

Article 5

Amt n° 189 rect.	M. LÉVRIER (groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants)	Association des SPST à la politique de santé mentale
---------------------	--	---

Article 7

Amt n° 171	LE GOUVERNEMENT	Précision des prérogatives et obligations des agents chargés du contrôle des opérateurs économiques intervenant sur le marché des équipements de protection des travailleurs
Amt n° 225	Mme GRUNY (commission des affaires sociales)	Coordination Précision du régime des infractions applicables en cas de manquements des opérateurs économiques dans la production et la mise sur le marché des équipements de travail et de protection des travailleurs
Amt n° 172	LE GOUVERNEMENT	

Article 8

		Avis du CNPST sur le cahier des charges de la certification et entrée en vigueur différée du dispositif
Amt n° 187	LE GOUVERNEMENT	Maintien de l'initiative du CNPST sur le cahier des charges de la certification
S/Amt n° 226	Mme GRUNY (commission des affaires sociales)	Création dans les SPSTI d'un service de chargés de mission prévention de la désinsertion professionnelle
Amt n° 75		
rect. ter	M. MOUILLER	
Article 8 bis		
Amt n° 227	Mme GRUNY (commission des affaires sociales)	Amendement rédactionnel
Article 11		
Amt n° 228	Mme GRUNY (commission des affaires sociales)	
Article 12		
Amt n° 229	Mme GRUNY (commission des affaires sociales)	
Article 14		
Amt n° 230	Mme GRUNY (commission des affaires sociales)	Amendement de coordination
Amt n° 76		Possibilité de recruter des chargés de mission au sein de la cellule de prévention de la désinsertion professionnelle
rect. ter	M. MOUILLER	
Article 14 bis		
Amt n° 231	Mme GRUNY (commission des affaires sociales)	Cohérence rédactionnelle et applicabilité à Saint-Pierre-et-Miquelon
Article 15		
Amt n° 232	Mme GRUNY (commission des affaires sociales)	
Article(s) additionnel(s) après Article 17		
Amt n° 233	Mme GRUNY (commission des affaires sociales)	Expérimentation d'actions de prévention collective à destination des salariés d'entreprises de travail temporaire
Article 17 bis (Supprimé)		
Amt n° 27		Rétablissement de l'article prévoyant la fixation par décret des modalités de suivi des travailleurs aux emplois identiques auprès de plusieurs employeurs
rect.	Mme PROCACCIA	Rétablissement de l'article prévoyant la fixation par décret des modalités de suivi des travailleurs aux emplois identiques auprès de plusieurs employeurs
Amt n° 175		
rect. ter	M. BABARY	

		Rétablissement de l'article prévoyant la fixation par décret des modalités de suivi des travailleurs aux emplois identiques auprès de plusieurs employeurs
Amt n° 178 rect. bis	M. GUERRIAU M. LÉVRIER (groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants)	
Amt n° 190		Rétablissement de l'article prévoyant la fixation par décret des modalités de suivi des travailleurs aux emplois identiques auprès de plusieurs employeurs
Article 17 ter		
Amt n° 170	LE GOUVERNEMENT	Précision des modalités du suivi spécifique des salariés des particuliers employeurs
Article 18 bis		
Amt n° 177	LE GOUVERNEMENT	Application à Saint-Pierre-et-Miquelon des missions des caisses de sécurité sociale en matière de prévention de la désinsertion professionnelle et ouverture de l'essai encadré et de la convention de rééducation professionnelle en entreprise
Article 20		
Amt n° 180 rect.	M. GUERRIAU M. LÉVRIER (groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants)	Modalités de désignation des représentants des employeurs au conseil d'administration des SPSTI
Amt n° 201		Modalités de désignation des représentants des employeurs au conseil d'administration des SPSTI
Article 21		
Amt n° 234	Mme GRUNY (commission des affaires sociales)	
Amt n° 235	Mme GRUNY (commission des affaires sociales)	
Article 23		
Amt n° 197 rect.	M. LÉVRIER (groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants)	Conditions de formation des infirmiers exerçant au sein du service de santé des gens de mer
Amt n° 236	Mme GRUNY (commission des affaires sociales)	
Article 24		
Amt n° 237	Mme GRUNY (commission des affaires sociales)	
Article 25		
Amt n° 16 rect. quater	M. MOUILLER	Possibilité pour les organisations multiprofessionnelles d'être représentées au sein du CNPST

Amt n° 19 rect. ter	M. MENONVILLE	Possibilité pour les organisations multiprofessionnelles d'être représentées au sein du CNPST
Amt n° 127 rect. quater	Mme DOINEAU	Possibilité pour les organisations multiprofessionnelles d'être représentées au sein du CNPST
Amt n° 216 rect. bis	M. BILHAC	Possibilité pour les organisations multiprofessionnelles d'être représentées au sein du CNPST

Article 26

Amt n° 17 rect. quater	M. MOUILLER	Possibilité pour les organisations multiprofessionnelles d'être représentées au sein des CRPST
Amt n° 18 rect. ter	M. MENONVILLE	Possibilité pour les organisations multiprofessionnelles d'être représentées au sein des CRPST
Amt n° 128 rect. quater	Mme DOINEAU	Possibilité pour les organisations multiprofessionnelles d'être représentées au sein des CRPST
Amt n° 217 rect. bis	M. BILHAC	Possibilité pour les organisations multiprofessionnelles d'être représentées au sein des CRPST